

# L'inégalité de traitement des sans-papiers dénoncée

VAUD • Un chaud débat s'est déroulé au Grand Conseil sur l'accès à l'apprentissage des enfants sans statut légal.

Grâce à une courte majorité de cinq voix et en premier débat, le Grand Conseil a accepté mardi l'entrée en matière sur l'initiative Dolivo (solidaritéS) / Serge Melly (radical) qui propose d'envoyer à Berne la proposition permettant aux jeunes sans papier d'accéder à un apprentissage. On se souvient que la ville de Lausanne avait suggéré une telle ouverture qui fut par la suite relayée au Conseil national par le PDC genevois Barthassat. Il faut dire que ces jeunes clandestins, arrivés dans notre pays avec leurs parents, peuvent suivre les cours de l'école obligatoire. Ce fut un dur combat dans lequel les

cantons romands s'étaient vivement engagés. Ces jeunes peuvent désormais suivre sans problème les cours du gymnase, selon leurs résultats scolaires, ou aussi une Ecole des métiers... mais l'entrée en apprentissage leur interdite! Une incroyable différence de traitement, différence inacceptable pour l'ensemble de la gauche. La droite s'est battue bec et ongles contre l'idée de permettre à ces jeunes de suivre un apprentissage. L'UDC et les libéraux se sont particulièrement distingués par des arguments du type: «C'est une affaire fédérale, laissons faire les nouveaux élus et ne nous en mêlons

pas», ou encore en toute générosité: «Ne laissons pas ces jeunes nourrir de faux espoirs puisqu'ils n'obtiendront pas le droit de travailler ensuite.» Des juristes ne manquent pas de rappeler docilement que «La loi, c'est la loi.» Pour des députés dont le rôle est justement de faire les lois ou de les modifier, c'est un peu court! Quant à l'UDC Voiblet, il pense aux policiers qui obéissent à une loi quasi sacrée et doivent arrêter avec toute la rigueur nécessaire et faire expulser ces jeunes clandestins devenus apprentis ou non. Le conseiller d'Etat Leuba, avec des accents qui rappellent ses diatribes lorsqu'il était député libé-

ral, a lui aussi vivement combattu l'initiative. Or, le simple bon sens montre que l'obstination de refuser un apprentissage à ces jeunes ne fait que les jeter dans l'oisiveté ou la tentation, eux qui sont souvent nés chez nous et qui n'ont aucune responsabilité de la situation dans laquelle ils ont été jetés, eux dont les parents, quoique clandestins, ont sans problème trouvé des employeurs ravis de les engager...

Le vote de 67 voix contre 62 montra que du côté de la droite aussi, il se trouve des députés qui refusent une situation injuste. Le débat fut chaud et animé. Trois fois mis à l'ordre du jour, il

fut par deux fois interrompu, l'heure de fin de journée étant largement dépassée. Le deuxième débat risque bien de redémarrer avec vigueur, même si mardi c'est un autre débat qui s'annonce, celui du budget. Deux rapports de minorité sont prévus, l'un du POP / solidaritéS et l'autre socialiste, décidé à la dernière minute.

CHRISTIANE JAQUET

## Béatrice Métraux arrive en tête

Le remplaçant de Jean-Claude Mermoud au Conseil d'Etat vaudois n'est toujours pas élu. Le 27 novembre, l'écologiste Béatrice Métraux, soutenue par l'ensemble de la gauche, est arrivée en tête au premier tour avec 44,56% des voix, suivie de l'UDC Pierre-Yves Rapaz, qui obtient 40,33% des suffrages. «Le principal motif de satisfaction des Verts vaudois est de constater que leur candidate, qui ne bénéficiait pas, au début de la campagne, d'une grande notoriété dans le canton, a réussi à convaincre une majorité des électeurs de ses compétences et de sa capacité à assumer les fonctions de membres du gouvernement cantonal», souligne la formation écologiste. Le centriste de Vaud libre, Emmanuel Gétaz, fait un bon score avec un total de 10,09% des voix. Il renonce pourtant à se présenter au deuxième tour. Son regroupement a aussi fait savoir qu'il n'appelaient pas à voter pour Pierre-Yves Rapaz, «candidat de la droite dure, qui a des positions aux antipodes des valeurs que nous défendons». La formation relève aussi que son programme politique présente bien plus de points communs (notamment sur des sujets importants comme le logement et la sécurité) avec celui de la candidate des Verts. Cet appel du pied aux électeurs du centre pour voter en faveur de Béatrice Métraux sera-t-il entendu? C'est une des conditions pour que le gouvernement vaudois passe à gauche avant les élections cantonales de 2012. De même que la capacité de la gauche à mobiliser au deuxième tour. Le taux de participation a juste avoisiné les 31%.

RÉD.

## Broulis empêche la publication des résultats de la CPEV

VAUD • Le syndicat SUD craint une modification urgente de la Loi sur les caisses de pension.

Alors que la Caisse de pensions de l'Etat de Vaud (CPEV) communiquait ses résultats trimestriels sur internet depuis le début de 2010, ceux-ci n'ont pas été publiés pour les deux derniers trimestres de 2011. Interrogé par la fédération syndicale SUD, le conseil d'administration de la CPEV a répondu qu'il ne publiait pas ces derniers résultats à la demande du Conseil d'Etat. Pour le syndicat SUD, cette injonction du gouvernement s'explique par la volonté affichée par le ministre des Finances de faire adopter une modification urgente de la Loi sur la Caisse de pensions de l'Etat de Vaud.

La situation financière de la Caisse de pensions ne cesse de se dégrader, il manque ainsi près de trois milliards de francs dans les tiroirs de la CPEV pour qu'elle puisse faire face à ses engagements. Outre l'augmentation continue de l'espérance de vie, le déficit de la CPEV provient du fait que depuis plus de 20 ans l'indexation des

rentes a été payée sans en assurer le financement par relèvement des cotisations. La baisse du taux minimum de couverture est aujourd'hui la solution préconisée par le grand argentier pour assainir la CPEV. De son côté, SUD demande le paiement par l'Etat de la dette de près de 2 milliards de la CPEV, sa recapitalisation ainsi que la mise en place d'un plan de redressement négocié avec les organisations du personnel, suivant l'exemple de PUBLICA, la caisse de pensions de la Confédération.

SUD dénonce par ailleurs le silence «inacceptable» du conseil d'administration de la CPEV et les «blocages constants» perpétrés en son sein par les représentants de l'Etat «inféodés à Pascal Broulis».

RÉD. (AVEC SUD)

## Valrhône Logistics à Bussigny complètement bloqué durant une nuit

Près de 70 employés du centre de distribution Valrhône Logistics SA à Bussigny, qui approvisionne notamment les magasins PAM de Suisse romande, ont débrayé dans la nuit du 28 au 29 novembre. Aucune livraison n'est partie cette nuit et les camions qui devaient approvisionner le centre sont repartis sans avoir déchargé leurs produits.

Une grande partie du personnel a reçu ces dernières années une gratification qui équivaut à un salaire pour les personnes mensualisées et à environ 1'000

francs pour le personnel à l'heure. La direction a décidé cette année de supprimer ce montant - essentiel pour les employés qui gagnent en moyenne moins de 4'000 francs - en arguant de la mauvaise situation économique de l'entreprise. Les conditions de travail se sont aussi dramatiquement détériorées ces derniers mois: réductions de personnel, augmentation des horaires sur six jours, salaires payés le 8 du mois, autant de problèmes qui nécessitent l'ouverture de négociations sur une CCT afin de régler les graves dys-

fonctionnements existants au niveau des conditions de travail, selon le syndicat Unia qui organise le personnel. La fin de non-recevoir de la direction aux demandes du personnel et d'Unia a mis le feu aux poudres.

Le mouvement est pour l'heure suspendu dans l'attente du résultat des négociations avec le directeur financier de Valrhône descendu de Paris.

RÉD. (AVEC UNIA).

## Que cache le déplacement de Schneider-Ammann dans la région de Nyon?

Selon 24 Heures, le conseiller fédéral, champion de la discrétion, s'est déplacé à Changins mardi, une semaine à peine après avoir visité le site si menacé et si proche de Novartis à Prangins. La célèbre école d'ingénieurs de Changins à Nyon est un Centre de recherches et de formation Agroscope qui dépend du département fédéral de l'économie. Changins est aussi connu pour former et avoir formé les œnologues qui sont à l'origine de l'extraordinaire développement qualitatif des vins de la région. Le site est d'ailleurs en

pleine expansion et projette un agrandissement. Est-ce ce projet ou le vin blanc vaudois qui ont attiré le conseiller fédéral, à nouveau et en si peu de temps, sur les rives du Léman? Ou nourrit-il un projet plus spectaculaire? On sait le conseiller fédéral particulièrement parcimonieux de ses déplacements et surtout de ses déclarations, au point d'être soupçonné de mutisme. Serait-ce en train de changer? En effet, toujours selon le quotidien vaudois, Monsieur Schneider-Ammann se serait soudain montré disert, au point de

lâcher devant la presse: «J'ai invité la direction de Novartis à se rapprocher de l'Agroscope pour ses activités de recherche afin de proposer de l'innovation ensemble.»

Faut-il y voir un projet particulièrement innovant, un espoir pour les chercheurs du site de Novartis, ou ne serait-ce qu'un effet d'annonce, vu la proximité du 14 décembre, jour de l'élection du Conseil fédéral? La question reste ouverte mais l'idée a le mérite d'être excellente. CJT

## Cointrin représente un tiers des émissions du Canton

GENÈVE • L'association Noé21 veut réduire les dégagements de CO<sub>2</sub> liés au trafic aérien.

«Plutôt qu'un week-end en avion à Barcelone, pourquoi ne pas rejoindre le Valais en train?», lance Jérôme Strobel, physicien au sein de l'association genevoise Noé 21, qui promeut de nouvelles solutions face au changement climatique. Le groupe, qui organisait un café climatique et énergétique le 30 novembre à Vernier pour aborder le thème de l'augmentation du trafic aérien à Cointrin, a fait ses calculs. Le nombre de litres de kérosène acheté par les compagnies aériennes engendre un million de tonnes de CO<sub>2</sub>. «Ce qui équivaut à près d'un tiers des émissions de gaz à effet de serre du canton», précise le physicien. «En dix ans, le trafic aérien sur le tarmac a augmenté de 63%. Avec la venue de Easyjet, on est passé de 8 à 12 millions de passagers transportés, on va droit dans le mur», estime Jérôme Strobel qui rappelle que le Canton voudrait encore agrandir l'aile est de l'aéroport

pour pouvoir accueillir des gros-porteurs, en investissant 500 millions de francs.

Cette augmentation de la pollution n'est pourtant pas une fatalité. Dans le transport aérien, Noé21 estime qu'il y a place pour améliorer l'efficacité. Les transporteurs peuvent encore consommer moins de kérosène, ce qu'ils ont d'ailleurs fait après la crise du secteur, née après les attentats du 11 septembre 2001. A plus ou moins long terme, l'association estime qu'on pourrait aussi remplacer le kérosène par du biocarburant n'entrant pas en compétition avec l'agriculture, c'est-à-dire issu de déchets de bois ou d'algues, mais non de matière agricole. «On peut aussi améliorer les routes grâce à de nouveaux outils informatiques pour qu'elles soient plus directes», explique notre interlocuteur. «Toutefois, ces solutions ne permettent de loin pas d'éviter la question cruciale, celle de la diminution

du nombre de vols», juge-t-il.

### Des compensations volontaires insuffisantes

Les compagnies ne font-elles pas un effort, en proposant aux passagers de compenser écologiquement leurs émissions? «Celles-ci sont volontaires, ce n'est pas suffisant», estime Jérôme Strobel. Il rappelle aussi que ces projets de compensation peuvent être bons ou pas. Exemple du premier: l'amélioration des fours à charbon de bois en Afrique. Ceux-ci dégagent des émanations toxiques. «On peut facilement améliorer leur rendement, tout en réduisant la consommation de bois», précise le physicien. On pourrait aussi imaginer de créer un fonds de compensation, pour rénover les bâtiments. «Cela renchérra le billet, mais on ne va pas y couper», note le militant qui rappelle que l'Union européenne va inclure le trafic

aérien dans le système européen d'échange de quotas d'émissions (ETS) à partir de 2012. Ce qui va déboucher sur une taxe sur les vols intra-européens ou à destination de l'UE.

Plus fondamentalement, Jérôme Strobel en appelle aussi à un changement du mode de consommation des voyageurs, soulignant que le low cost dans le domaine aérien est un besoin créé de toutes pièces par le marketing: «Il y a une réelle urgence à réfléchir sur les raisons qui nous poussent à voler», explique-t-il, tout en suggérant que certaines conférences internationales pourraient se dérouler en vidéoconférence. Les pouvoirs publics, qui se félicitent de l'augmentation du trafic, sont-ils assez conscients de cet impact négatif du trafic aérien? «Le programme de législature du Conseil d'Etat ne contient aucune mesure environnementale en la matière», déplore-t-il.

JOËL DEPOMMIER

## GaucheBdo

Chaque semaine, la tribune des hommes et des femmes qui résistent, la voix de celles et de ceux qui proposent de changer la société.

**Abonnez-vous!**

- 1 an CHF 150.-
  - 6 mois CHF 80.-
  - soutien CHF 250.-
  - 1 an réduit CHF 75.-
  - 6 mois réduit CHF 40.-
- (Tarif réduit pour apprentis, étudiants, chômeurs, AVS/AI. Merci de joindre un justificatif)

Nom: \_\_\_\_\_

Prénom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Coupon à renvoyer à:  
**GaucheBdo, Vidollet 8, 1202 Genève**

Si un abonnement d'essai de 3 mois (12 numéros) vous tente, versez CHF 10.- au CCP 12-9325-6, mention «essai», en inscrivant lisiblement votre adresse.

